



# Infomat

## Revue hebdomadaire

Le vendredi 14 juillet 2000

### APERÇU

#### ◆ Peu de changement du côté de l'emploi

L'emploi a peu changé en juin et le taux de chômage est demeuré à 6,6 %. D'avril à juin, le nombre d'emplois s'est accru de 11 000 en moyenne par mois, ce qui est inférieur à la moyenne des six mois précédents.

#### ◆ Les ventes des grands détaillants augmentent encore

Les ventes d'avril des grands détaillants ont augmenté de 3,9 % par rapport à avril 1999. Pour la première fois depuis janvier 1998, la hausse des ventes d'articles de santé et de soins personnels a été inférieure à 10 %.

#### ◆ La valeur des permis de construction fléchit

En mai, la valeur des permis de construction a reculé de 0,8 % pour descendre à 2,9 milliards de dollars. La légère diminution est entièrement attribuable au secteur non résidentiel.

#### ◆ Forte croissance des revenus pour les messageries et les services locaux de livraison

En 1998, les messageries et les services locaux de livraison ont affiché une forte croissance des revenus mais une baisse significative des marges d'exploitation. Une économie en croissance et la rapide progression du commerce électronique a été à l'origine de la hausse des revenus.

#### ◆ Remontée du revenu net comptant des agriculteurs

Après avoir accusé un repli marqué en 1998, le revenu net comptant des agriculteurs a amorcé une remontée en 1999. Leurs recettes monétaires et leurs dépenses d'exploitation ont atteint des niveaux records.

#### ◆ L'environnement : la qualité de l'eau demeure un sujet de préoccupation

Malgré des efforts considérables pour contrer la pollution, la qualité de l'eau demeure un sujet de préoccupation pour les Canadiens. Il s'agit d'une conclusion parmi d'autres tirée du plus récent recueil de statistiques environnementales.

## Peu de changement du côté de l'emploi

L'emploi a peu changé en juin et le taux de chômage est demeuré à 6,6 %. En avril, mai et juin, le nombre d'emplois s'est accru de 11 000 en moyenne par mois, ce qui est inférieur à la moyenne mensuelle de 44 000 des six mois précédents.

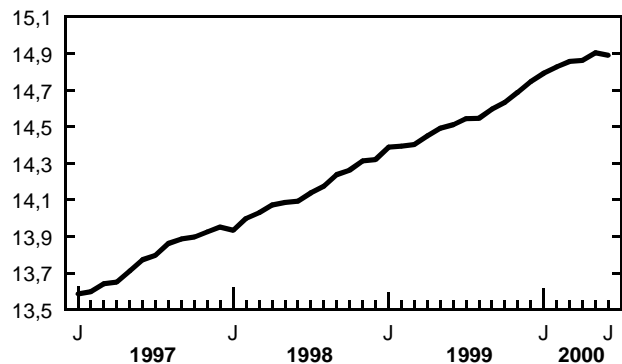
Au cours des 12 derniers mois, la quasi-totalité des 380 000 nouveaux emplois (+ 2,6 %) étaient des emplois à temps plein. Par conséquent, la proportion de travailleurs à temps partiel est descendue à 18,2 % alors qu'elle était de 18,7 % en juin 1999.

L'emploi à temps plein a baissé de 25 000 en juin, principalement chez les hommes adultes âgés de 25 ans et plus (- 17 000). En avril, mai et juin, la croissance de l'emploi à temps plein a ralenti comparativement à celle de la fin de 1999 et du début de 2000. La diminution de l'emploi chez les hommes adultes était en partie attribuable aux baisses observées dans des secteurs où une forte proportion de travailleurs sont des hommes, notamment dans la fabrication, dans la construction, dans le transport et l'entreposage. S'établissant à 152 000, le nombre d'emplois chez les hommes était tout de même de 2,3 % plus élevé en juin 2000 qu'en juin 1999.

Chez les femmes adultes, l'emploi a continué de croître, augmentant de 21 000. L'augmentation d'une année à l'autre a été de 167 000, ou de 3,0 %. Leur taux de chômage (5,4 %) était légèrement inférieur à celui des hommes (5,8 %).

### Nombre d'emplois

Millions, données désaisonnalisées



(suite à la page 2)



### ... Peu de changement du côté de l'emploi

Le nombre d'emplois chez les jeunes (âgés de 15 à 24 ans) a accusé une baisse de 22 000 en juin. Malgré ce repli, on comptait 61 000 emplois de plus chez les jeunes qu'en juin 1999, en hausse de 2,8 %. Le pourcentage de jeunes occupant un emploi était de 55,7 %, en hausse de 1,1 point de pourcentage par rapport à juin 1999. Le recul marqué du taux de participation des jeunes (en baisse de 1,2 point de pourcentage et s'établissant à 63,1 %) a fait glisser leur taux de chômage de 0,7 point, celui-ci se situant à 11,8 % en juin.

La proportion d'étudiants occupant un emploi d'été était de 47,9 % en juin comparativement à 47,4 % en juin 1999. L'emploi d'été s'est amélioré pour les adolescents mais il s'est détérioré pour les étudiants plus âgés. Le taux d'emploi est monté de 39,9 % en juin 1999 à 41,8 % en juin 2000 chez les étudiants adolescents et il est descendu de 67,7 % à 64,1 % chez les étudiants dans la vingtaine.

Le nombre d'emplois dans le secteur de la fabrication a diminué de 18 000 en juin. La forte tendance à la hausse amorcée au milieu de 1998 dans ce secteur a ralenti au cours des derniers mois. Durant les six premiers mois de 2000, l'emploi dans le secteur de la fabrication a connu une hausse de 8 000 comparativement à 53 000 au dernier semestre de 1999. L'activité dans la fabrication est liée à l'activité dans le transport et l'entreposage. En 1999, la reprise de l'emploi dans le secteur de la fabrication a coïncidé avec celle de l'emploi dans le secteur du transport et de l'entreposage, principalement dans le camionnage. Bien que la croissance de l'emploi ait été forte en 1999 dans le secteur du transport et de l'entreposage, les choses ont peu bougé jusqu'à maintenant en 2000. En juin, le nombre d'emplois dans ce secteur a diminué de 11 000.

Le nombre d'emplois a également diminué dans la construction en juin (- 10 000). Il s'agissait d'une quatrième baisse mensuelle consécutive. En dépit de la récente diminution, le secteur de la construction comptait 36 000 emplois de plus qu'en juin 1999 (+ 4,7 %).

L'agriculture a perdu 10 000 emplois en juin. Tout au long de 1999, on a observé une diminution constante du nombre de personnes travaillant dans l'agriculture, une tendance qui s'est poursuivie en 2000. Comparativement à juin 1999, le nombre d'emplois a fléchi de 34 000, ou de 8,3 %, dans ce secteur.

Les hausses de l'emploi dans certains secteurs de service ont effacé en partie les pertes essuyées en juin. La hausse la plus marquée a été observée dans la gestion d'entreprises et les services administratifs de soutien, où le nombre d'emplois a progressé de

### Information complémentaire sur l'assurance-emploi

En avril (le plus récent mois de données disponibles), le nombre estimatif de Canadiens recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi a diminué de 1,3 % pour s'établir à 465 470. La Nouvelle-Écosse (- 4,1 %) ainsi que les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut (- 3,6 %) ont enregistré les plus fortes baisses du nombre des bénéficiaires. À l'échelon national, comparativement à la même période de l'année précédente, le nombre de bénéficiaires ordinaires en avril était inférieur de 9,5 %. Le montant des prestations ordinaires versé a diminué de 5,1 % de mars à avril pour atteindre 583,9 millions de dollars pendant que le nombre de demandes reçues chutait de 5,0 % pour atteindre 203 440. Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Keay au (613) 951-4090 (courriel : labour@statcan.ca), Division de la statistique du travail.

18 000. Au cours de la dernière année, ce secteur s'est enrichi de 39 000 emplois (+ 7,6 %). En juin, le nombre d'emplois s'est accru de 15 000 dans les services d'enseignement, effaçant les pertes accusées en mai.

L'emploi a peu changé dans l'ensemble des provinces sauf en Saskatchewan (- 4 000) et à l'Île-du-Prince-Édouard (- 1 800). En Saskatchewan, le repli global de l'emploi s'expliquait surtout par les reculs observés dans l'agriculture et la fabrication. Malgré la diminution de juin, le nombre d'emplois à l'Île-du-Prince-Édouard s'est accru de 4,1 % par rapport à juin 1999. Bien que l'emploi ait peu bougé au Manitoba, le taux de chômage y est descendu à 4,4 %, son niveau le plus faible depuis août 1976.

*Développement des ressources humaines Canada (DRHC) a commencé à utiliser de nouvelles régions pour le programme d'assurance-emploi. Les taux de chômage des régions nouvellement définies sont présentés au tableau 18 dans le bulletin **Information population active** (version imprimée : 71-001-PPB, 11 \$ / 103 \$; version sur Internet : 71-001-PIB, 8 \$ / 78 \$), pour la semaine se terminant le 17 juin 2000, qui est maintenant disponible. Pour plus de renseignements sur ces changements, consultez le site Web de DRHC ([www.hrdc-drhc.gc.ca/common/news/insur/00-46x.shtml](http://www.hrdc-drhc.gc.ca/common/news/insur/00-46x.shtml)). Pour plus de renseignements analytiques en ce qui concerne l'Enquête sur la population active, communiquez avec Jacques Ouellet au (613) 951-4168 ou avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 9.)*

### Enquête sur la population active, juin 2000

Données désaisonnalisées<sup>1</sup>

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
<b>Canada</b>	<b>15 942,0</b>	<b>- 0,1</b>	<b>14 890,8</b>	<b>- 0,1</b>	<b>1 051,2</b>	<b>6,6</b>
Terre-Neuve	243,1	- 1,6	205,6	- 0,8	37,5	15,4
Île-du-Prince-Édouard	72,2	- 1,5	63,8	- 2,7	8,3	11,5
Nouvelle-Écosse	458,5	0,2	419,8	- 0,1	38,7	8,4
Nouveau-Brunswick	368,8	- 0,1	331,2	- 0,1	37,6	10,2
Québec	3 762,5	- 0,3	3 446,1	- 0,2	316,4	8,4
Ontario	6 180,9	0,1	5 846,7	0,1	334,2	5,4
Manitoba	581,0	- 0,1	555,3	0,1	25,8	4,4
Saskatchewan	514,1	- 0,3	485,5	- 0,9	28,6	5,6
Alberta	1 668,6	- 0,1	1 585,3	- 0,4	83,3	5,0
Colombie-Britannique	2 092,4	- 0,1	1 951,5	- 0,1	140,9	6,7

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

## Les ventes des grands détaillants augmentent encore

Les ventes d'avril des grands détaillants ont atteint 5,9 milliards de dollars, en hausse de 3,9 % par rapport à avril 1999. Pour la première fois depuis le début de l'enquête en janvier 1998, l'augmentation des ventes d'articles de santé et de soins personnels a été inférieure à 10 % (+ 7,0 %). Le ralentissement était essentiellement attribuable à une baisse des ventes de produits cosmétiques et de parfums (- 8,2 %). Les ventes de médicaments sur ordonnance (+ 19,1 %) et de ceux en vente libre (+ 10,4 %) ont maintenu leur rythme vigoureux.

Parmi les grandes catégories, les ventes d'articles d'ameublement et d'appareils électroniques ont réalisé la meilleure progression du groupe des grands détaillants en avril. La forte demande des consommateurs a continué de stimuler les ventes d'articles à prix unitaire élevé. Ainsi, les ventes d'appareils électroniques ont continué de monter (+ 16,6 %), tout comme les ventes de meubles (+ 14,8 %). Les ventes d'appareils ménagers ont crû de 12,0 % et celles d'articles d'ameublement (comme les objets d'art, les linges de maison, les revêtements de sol), de 6,9 %.

### Ventes des grands détaillants

Données non désaisonnalisées

	Avril 1999	Avril 2000	Avril 1999 à avril 2000
	Millions de dollars		Variation en %
<b>Ensemble des marchandises</b>	<b>5 670</b>	<b>5 889</b>	<b>3,9</b>
Aliments et boissons	2 077	2 159	3,9
Vêtements, chaussures et accessoires	1 129	1 093	- 3,2
Articles d'ameublement et appareils électroniques	669	757	13,1
Articles de santé et de soins personnels	424	453	7,0
Articles et fournitures pour la maison	259	262	1,1
Articles de sport et de loisirs	249	269	8,1
Quincaillerie et produits pour pelouse et jardin	285	284	- 0,4
Autres biens et services	578	612	5,8

### Note aux lecteurs

En 1999, la composition du groupe des grands détaillants a changé, entraînant des répercussions sur la comparabilité des ventes, particulièrement dans le secteur alimentaire, où plusieurs chaînes de supermarchés ont fait l'objet d'une restructuration. Les comparaisons dans cet article sont annuelles et les données ne sont pas désaisonnalisées.

La catégorie des articles de sport et de loisirs a enregistré la deuxième plus forte croissance des ventes, grâce à la hausse des ventes d'articles de loisirs, en particulier les cassettes et les disques audio et vidéo préenregistrés (+ 24,0 %) ainsi que les jouets et les jeux (+ 17,5 %). Cependant, les ventes d'articles de sport étaient en baisse, sauf pour les « autres » articles de sport, qui comprennent les patins à roues alignées, les planches à voile et l'équipement de tennis (+ 15,3 %) et l'équipement et les accessoires de ski (+ 12,1 %).

Dans la catégorie des « autres biens et services », les ventes de carburant, d'huile et d'additifs pour véhicules automobiles se sont accrues de 27,7 %, après avoir augmenté de 43,6 % en mars. Le prix de l'énergie a fléchi au cours du mois d'avril, mais il est demeuré bien au-dessus de son niveau d'avril 1999.

Pour ce qui est de la progression des ventes d'aliments et de boissons en avril, la date du congé de Pâques a pu avoir une influence sur les ventes de bonbons et d'aliments à grignoter (+ 30,2 %). Les ventes de Pâques ont eu lieu surtout en avril cette année, alors qu'elles avaient eu lieu surtout en mars l'an dernier.

Les ventes de quincaillerie et de produits pour pelouse et jardin se sont repliées légèrement, à cause surtout du temps froid d'avril, qui a pu avoir un effet modérateur sur l'achalandage des magasins et l'intérêt des consommateurs. En ce qui touche les ventes de vêtements, de chaussures et d'accessoires, deuxième groupe de produits en importance dans l'enquête, elles ont diminué en raison de la baisse des ventes de vêtements et d'accessoires pour femmes et pour hommes, de chaussures ainsi que de bijoux et de montres.

Pour des renseignements généraux, communiquez avec la Sous-section du service à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (courriel : [detaillantsinfo@statcan.ca](mailto:detaillantsinfo@statcan.ca)). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Denis Fournier au (613) 951-0096, Division de la statistique du commerce.

## La valeur des permis de construction fléchit

En mai, la valeur des permis de construction délivrés par les municipalités a diminué de 0,8 % pour atteindre 2,9 milliards de dollars. La légère diminution est entièrement attribuable au secteur non résidentiel où la valeur des permis de construction a chuté de 9,3 % pour s'établir à 1,2 milliard de dollars, en raison d'une importante baisse des projets commerciaux. Par contre, la valeur des permis de construction résidentielle a monté de 6,7 % et atteint 1,6 milliard de dollars, résultat d'une hausse des projets de construction de logements multifamiliaux et unifamiliaux.

Les projets de construction ont atteint 15,4 milliards de dollars de janvier à mai, en hausse de 9,3 % par rapport à la même période en 1999. Il s'agit du meilleur résultat pour les cinq premiers mois de l'année depuis 1990. Les secteurs résidentiel et non résidentiel ont tous deux contribué à ce résultat, grimpaient de 9,0 % (valeur totale de 8,5 milliards de dollars) et de 9,7 % (valeur totale de 6,8 milliards de dollars) respectivement.

En mai, la valeur des permis de construction dans le secteur non résidentiel a reculé surtout en raison de la diminution de 17,9 % des projets de construction commerciale qui se sont établis à 616 millions de dollars. La catégorie du commerce et des services et celle des hôtels et des restaurants ont accusé les plus

(suite à la page 4)

### ... La valeur des permis de construction fléchit

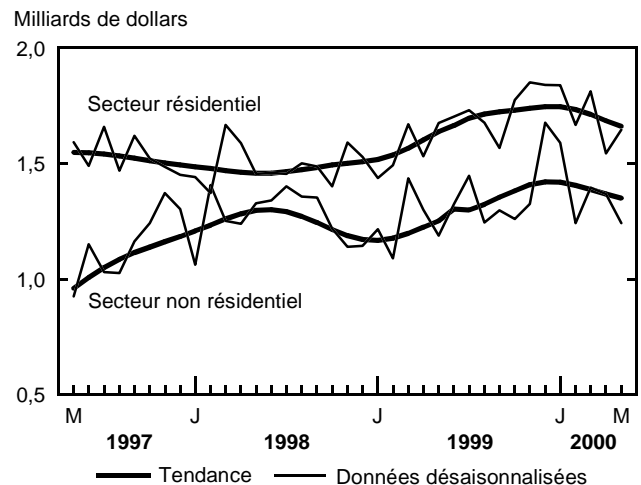
fortes baisses. La valeur des permis de construction industrielle a augmenté de 2,0 % pour atteindre 309 millions de dollars par suite d'une augmentation de la valeur des permis pour les fabriques et les usines. Les projets de construction institutionnelle sont demeurés pour ainsi dire inchangés par rapport à avril (+ 0,5 %, valeur totale de 318 millions de dollars), grâce aux augmentations survenues dans la catégorie des immeubles à vocation médicale et des hôpitaux.

Parmi les provinces, la Nouvelle-Écosse et le Québec ont enregistré les plus fortes baisses mensuelles en dollars de la valeur des permis de construction dans le secteur non résidentiel. La Nouvelle-Écosse avait connu une importante augmentation en avril. Au Québec, chacune des trois composantes a reculé. La plus forte augmentation est survenue en Colombie-Britannique, surtout à cause de la hausse survenue dans la composante institutionnelle. L'Alberta a affiché la plus forte augmentation d'une année à l'autre, suivie en cela de la Colombie-Britannique. Par ailleurs, Terre-Neuve a subi la baisse la plus marquée.

La croissance réalisée dans les composantes des logements multifamiliaux et unifamiliaux a contribué à la reprise des projets de construction résidentielle en mai. La valeur des permis de bâtir des logements multifamiliaux a augmenté de 20,0 % et atteint 441 millions de dollars. Après trois reculs mensuels consécutifs, les projets de construction de logements unifamiliaux ont augmenté de 2,5 % pour s'établir à 1,2 milliard de dollars. Plusieurs facteurs annoncent un marché de l'habitation prometteur pour les quelques prochains mois. Il est probable que le plus faible taux de chômage depuis 1976 et l'augmentation de l'activité économique, incluant la revente de maisons, compenseront largement l'effet de l'augmentation des taux hypothécaires et des prix des maisons neuves.

À l'échelon provincial, l'augmentation des projets de construction de logements en Ontario et en Colombie-Britannique a été le principal facteur à l'origine de la progression de la valeur des permis de construction résidentielle en mai. Dans ces deux provinces, la progression provenait de hausses pour les logements unifamiliaux et multifamiliaux. À l'opposé, il y a eu des reculs au Québec et en Alberta. Il s'agissait du cinquième repli mensuel consécutif des intentions de construction résidentielle au Québec.

### Valeur des permis de construction



La hausse de la valeur des permis de construction résidentielle pour les cinq premiers mois de 2000 a été le résultat d'une importante augmentation (+ 14,1 %) des projets pour les logements unifamiliaux. À l'opposé, les projets de construction de logements multifamiliaux se sont repliés de 4,1 %. Parmi les provinces, les hausses les plus fortes en dollars sont survenues en Ontario, en Alberta et au Québec. Si les deux composantes ont fait augmenter les intentions en Alberta, celle des logements unifamiliaux a été le seul facteur à l'origine de l'augmentation en Ontario et au Québec. Les baisses de valeur des permis de construction de logements unifamiliaux et de logements multifamiliaux ont entraîné une diminution des intentions de construction résidentielle en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick.

Le numéro de mai 2000 de *Permis de bâtir* (64-001-XIB, 19 \$ / 186 \$) présente les données détaillées. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689 (courriel : burejoa@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

## Forte croissance des revenus pour les messageries et les services locaux de livraison

**E**n 1998, les messageries et les services locaux de livraison ont affiché une forte croissance des revenus mais une baisse significative des marges d'exploitation. Une économie canadienne en croissance et la rapide progression du commerce électronique a été à l'origine de la hausse des revenus.

Les 11 319 établissements (chiffre estimatif) du secteur des messageries et des services locaux de livraison ont généré des revenus d'exploitation de 4,3 milliards de dollars en 1998, en hausse de 9,6 % par rapport au chiffre révisé de 3,9 milliards de dollars pour 1997. Les entreprises de messagerie ont connu une hausse légèrement plus élevée (+ 9,8 %) que les entreprises de services locaux de livraison (+ 8,6 %).

Les entreprises de messagerie et de services locaux de livraison de petite taille, soit celles dont les revenus annuels sont inférieurs à 1 million de dollars, et les entreprises de taille moyenne, soit celles dont les revenus annuels se situent entre 1 million de dollars et 25 millions de dollars, ont réalisé les plus fortes progressions des revenus d'exploitation (+ 17,1 % et + 18,5 % respectivement). Les revenus d'exploitation des entreprises de messagerie et de services locaux de livraison de grande taille se sont accrus de 7,3 %.

Les dépenses d'exploitation des entreprises ont toutefois grimpé de 12,0 % en 1998, atteignant 3,9 milliards de dollars contre 3,5 milliards de dollars en 1997. Toutes les principales catégories de dépenses, à l'exception des impôts fonciers et des taxes professionnelles, ont augmenté de façon significative. Notamment, les salaires, les traitements et les bénéfices se sont accrus de

(suite à la page 5)

### ... Forte croissance des revenus pour les messageries et les services locaux de livraison

118 millions de dollars (+ 8,7 %) pour atteindre 1,5 milliard de dollars et les autres services achetés (principalement les paiements aux chauffeurs-exploitants et les achats de services de transport) ont augmenté de 208 millions de dollars (+ 17,9 %) pour se situer à 1,4 milliard de dollars.

Le taux d'accroissement plus rapide des dépenses d'exploitation comparativement aux revenus d'exploitation s'est traduit par une baisse de 13,9 % (- 50 millions de dollars) des marges d'exploitation, qui se sont situées à 311 millions de dollars. Les marges d'exploitation ont diminué davantage pour les entreprises de messagerie (- 15,0 %) que pour les entreprises de services locaux

de livraison (- 11,7 %). La baisse des marges d'exploitation a été particulièrement importante pour les entreprises de messagerie et de services locaux de livraison de taille moyenne (- 37,5 %).

*Un article spécial analysant les résultats de 1998 de l'Enquête sur l'industrie des messageries et des services locaux de livraison se retrouve dans le **Bulletin de service du transport terrestre et maritime**, vol. 16, n° 2 (50-002-XIB, 10 \$/62 \$), qui est maintenant en vente. Pour obtenir des données, communiquez avec Robert Larocque au (613) 951-2486 (courriel : laroque@statcan.ca), Division des transports. Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Robert Masse au (613) 951-0365 (courriel : massrob@statcan.ca), Division des transports.*

## Remontée du revenu net comptant des agriculteurs

**A**près avoir accusé un repli marqué en 1998, le revenu net comptant des agriculteurs a amorcé une remontée en 1999, augmentant de 1,9 % par rapport à 1998, pour atteindre 6,4 milliards de dollars. Leurs recettes monétaires et leurs dépenses d'exploitation ont atteint des niveaux records.

Le revenu net comptant des agriculteurs a diminué en Alberta (- 9,4 %), en Saskatchewan (- 8,7 %) et au Manitoba (- 1,0 %). L'augmentation des dépenses pour le bétail a réduit le revenu net comptant en Alberta. La baisse des prix des céréales et des oléagineux explique le recul en Saskatchewan et au Manitoba. Les augmentations du revenu net comptant allaient de 0,4 % en Ontario à 48,3 % au Nouveau-Brunswick.

Les recettes monétaires agricoles ont totalisé 30,5 milliards de dollars, un niveau supérieur à la moyenne de 28,4 milliards de dollars des cinq années précédentes. La croissance des recettes du bétail et des paiements en vertu des programmes gouvernementaux a plus qu'effacé la chute des recettes au chapitre des cultures, particulièrement pour les céréales et les oléagineux. Les recettes pour le bétail ont atteint un sommet de 15,2 milliards de dollars. Les recettes au chapitre des cultures ont diminué de 4,5 % pour descendre à 13,3 milliards de dollars, 1,0 % en deçà de la moyenne quinquennale.

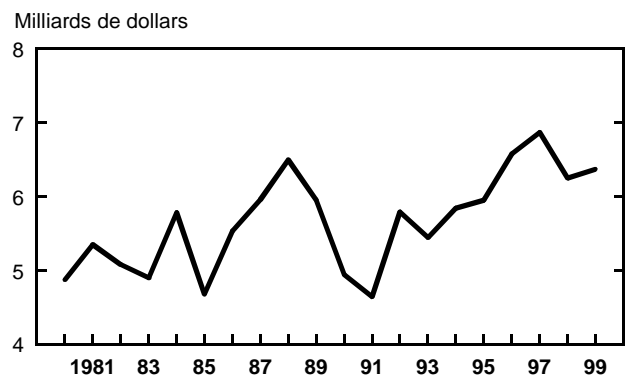
Grâce à la croissance de la production, le secteur du bétail a établi des records chaque année depuis 1992, sauf en 1998. Les recettes au chapitre des bovins et des veaux ont atteint un niveau record de 6,2 milliards de dollars (+ 8,8 %). Les prix ont atteint leur plus haut niveau depuis 1994, à la faveur d'une croissance ininterrompue de la demande de bœuf en Amérique du Nord et à l'étranger. Les recettes porcines ont crû de 8,8 % pour atteindre 2,4 milliards de dollars, sous la poussée de ventes records. On a abattu un nombre record de 18,9 millions de porcs en 1999. Malgré la faiblesse des prix en 1998, l'industrie porcine a poursuivi sa croissance, tout comme la capacité canadienne de transformation.

La baisse des recettes au chapitre des cultures a été principalement attribuable à la diminution des prix des céréales et des oléagineux. L'abondance de l'offre mondiale de céréales a ramené les prix de la plupart des céréales et des oléagineux à leur plus bas niveau depuis 1994. Les recettes ont subi un recul marqué l'an dernier pour le canola, le soya et le blé dur. Les

### Note aux lecteurs

*Le revenu net comptant mesure les mouvements de l'encaisse d'une exploitation agricole (les recettes monétaires agricoles moins les dépenses d'exploitation) découlant de la production de produits agricoles. Le revenu net comptant représente le montant disponible pour le remboursement des dettes, l'investissement ou les retraits par le propriétaire.*

### Revenu net comptant des agriculteurs



recettes pour le maïs ont toutefois atteint 740 millions de dollars, en hausse de 15,1 % par rapport à 1998. Une production record durant deux années consécutives a propulsé les livraisons. Les recettes pour les pommes de terre, qui ne cessent d'augmenter ces dernières années, ont atteint un niveau record de 720 millions de dollars, à la faveur d'un raffermissement des prix et des livraisons.

Les paiements en vertu des programmes ont atteint un sommet quinquennal de 2,0 milliards de dollars en 1999, conséquence de la faiblesse des prix des produits et des mauvaises conditions de croissance dans certaines régions. Les paiements étaient supérieurs de 39,5 % à ceux de 1998 et de 41,9 % à la moyenne des cinq années précédentes, mais tout de même inférieurs au sommet de 3,8 milliards de dollars atteint en 1992.

(suite à la page 6)

### ... Remontée du revenu net comptant des agriculteurs

Malgré la modeste progression de 2,4 % des dépenses d'exploitation totales en 1999, certains postes ont affiché une variation importante. Les coûts d'intérêts ont monté de 7,2 %, principalement en raison d'une dette qui ne cesse de croître depuis 1992. La plus forte augmentation a touché les achats de bétail, qui ont augmenté de 32,7 % pour s'établir à 1,3 milliard de dollars. La forte demande de bœuf, la faiblesse des prix des aliments et l'accès à de grands abattoirs économiques ont favorisé la croissance de la production de bœuf dans l'Ouest canadien. Les achats de bétail en Alberta ont plus que doublé depuis 1996. Durant la même période, les recettes monétaires au chapitre des bovins d'abattage ont augmenté de près d'un milliard de dollars.

L'augmentation des dépenses d'exploitation totales a été tempérée par des reculs des dépenses au chapitre des cultures, surtout celles touchant l'assurance-récolte et l'assurance contre la grêle (- 10,9 %) ainsi que les engrais et la chaux (- 4,7 %). De même, la baisse des prix des céréales a réduit les coûts des aliments commerciaux. Les remises totales au chapitre des dépenses d'exploitation agricole ont augmenté — pour la première fois depuis 1993 — de 5,5 millions de dollars. Cependant, elles sont demeurées inférieures au tiers de leur niveau du début des années 1990.

Le revenu agricole net total s'est accru de 13,5 % pour atteindre 3,0 milliards de dollars. Il connaissait ainsi une deuxième augmentation consécutive, après s'être fortement replié en 1997. (Le revenu agricole net total mesure la production économique agricole en corrigeant le revenu net comptant en fonction de la valeur de la variation des stocks, de l'amortissement et du revenu en nature.)

L'augmentation de 1999 était le fruit de l'accumulation de stocks de céréales et d'oléagineux appartenant aux agriculteurs en fin d'année. La production record de canola et de blé en 1999 a propulsé les stocks de fin d'année à des niveaux nettement supérieurs à leurs moyennes quinquennales. Les agriculteurs de toutes les provinces, sauf de l'Ontario et du Manitoba, ont vu augmenter leur revenu net total.

*Le supplément **Statistiques économiques agricoles** (21-603-UPF, 26 \$ / 52 \$) et le numéro de janvier à mars 2000 de **Recettes monétaires agricoles** (21-001-XIB, 15 \$ / 48 \$) présentent les données détaillées. Pour plus de renseignements sur le revenu agricole net, communiquez avec Martin Beaulieu au (613) 951-6357 (courriel : martin.beaulieu@statcan.ca) ou avec Bernie Rosien au (613) 951-2441 (courriel : bernie.rosien@statcan.ca), Division de l'agriculture. Pour plus de renseignements sur les recettes monétaires agricoles, communiquez avec Kimberley Boyuk au (613) 951-2510 (courriel : kimberley.boyuk@statcan.ca), Division de l'agriculture.*

## L'environnement : la qualité de l'eau demeure un sujet de préoccupation

**M**algré des efforts considérables pour contrer la pollution, la qualité de l'eau demeure un sujet de préoccupation pour les Canadiens, selon *L'activité humaine et l'environnement 2000*, le dernier recueil de statistiques environnementales. La population desservie par le traitement des eaux usées a augmenté de 1983 à 1996. Malgré tout, en 1996, environ 6 % des Canadiens desservis par des égouts, ou 1,3 million de personnes, vivaient dans des municipalités dont les eaux usées étaient rejetées sans la moindre forme de traitement; ces dernières étaient rejetées directement dans un plan d'eau. Cette proportion avait été de 28 % en 1983.

Au cours de la même période, la proportion bénéficiant d'un traitement tertiaire, soit le plus haut niveau de traitement des eaux usées, est passée de 28 % à 41 %. Par conséquent, non seulement les personnes dont les eaux usées sont traitées étaient plus nombreuses en 1996 qu'en 1983, mais encore la qualité du traitement qu'elles recevaient était nettement supérieure.

Néanmoins, les municipalités continuent de rejeter des effluents non traités directement dans l'environnement et les industries éliminent divers déchets chimiques et organiques, directement ou indirectement, dans des nappes d'eau. De même, les activités agricoles donnent lieu à un ruissellement de pesticides et de fumier dans l'eau souterraine et l'eau de surface. En 1995, le fumier des fermes canadiennes renfermait quelque 623 000 tonnes métriques d'azote et 308 000 tonnes métriques de phosphate. La même année, les agriculteurs ont appliqué près de 2,3 millions de tonnes métriques de potasse, de phosphate et d'azote provenant d'engrais commerciaux. De 1970 à 1995, la teneur en azote des engrais commerciaux épandus sur les terres agricoles a grimpé de 451 %.

### Note aux lecteurs

*Cet article s'inspire de **L'activité humaine et l'environnement 2000**, le dernier recueil de statistiques environnementales de Statistique Canada. La publication présente une évaluation détaillée de l'interaction des Canadiens avec l'environnement. Elle comprend aussi des données sur divers sujets comme les ressources naturelles, les écosystèmes, les sciences et la technologie et les pratiques environnementales.*

En 1996, les dépenses publiques pour la lutte contre la pollution ont dépassé tout juste les 5,4 milliards de dollars, soit 0,7 % du PIB. Dans les années 1990, la majeure partie de la croissance de ces dépenses est allée aux projets de collecte et d'évacuation des eaux usées.

Les dépenses pour la lutte contre la pollution forment une proportion relativement faible des dépenses publiques totales. Depuis la fin des années 1980, elles représentent entre 2,3 % et 2,9 %. Cependant, ces dépenses ont généralement progressé plus vite que l'ensemble des dépenses publiques. Ainsi, de 1970 à 1996, les dépenses publiques totales ont augmenté de près de 9 % par an, en moyenne, tandis que les dépenses publiques pour la lutte contre la pollution se sont accrues de près de 12 % par an en moyenne. Pour sa part, le secteur des entreprises a investi 4,9 milliards de dollars dans la protection de l'environnement en 1996.

Le nouveau rapport examine également l'utilisation que font les Canadiens des ressources énergétiques. De 1958 à 1997, la consommation annuelle totale d'énergie a augmenté de plus de 3,5 fois. La consommation d'énergie par habitant a doublé depuis quatre décennies. En 1958, les Canadiens ont consommé un peu moins de 167 gigajoules d'énergie par habitant. En 1997, ils en ont consommé deux fois plus, c'est-à-dire près de 334 gigajoules.

(suite à la page 7)

### **... L'environnement : la qualité de l'eau demeure un sujet de préoccupation**

(Un plein d'essence de 30 litres donne environ un gigajoule d'énergie. Il y a 1 000 mégajoules dans un gigajoule.)

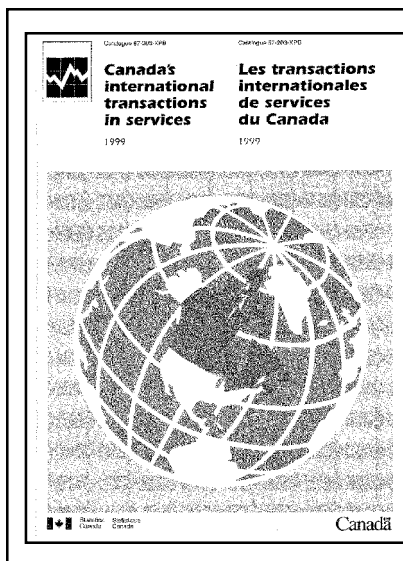
Par ailleurs, la consommation d'énergie par dollar de produit intérieur brut (PIB) corrigé en fonction de l'inflation — mesure de l'intensité énergétique de l'économie — a reculé pendant ces 40 années. En 1961, il fallait environ 15 mégajoules d'énergie pour un dollar de production économique. Cet indicateur a commencé à reculer après la crise du pétrole de 1974. Une deuxième hausse du prix du pétrole en 1979 s'est soldée par de nouvelles réductions de la consommation d'énergie. Le prix du pétrole a dégringolé en 1986, avant que la consommation d'énergie par dollar de PIB réel se stabilise à environ 12,5 mégajoules.

En 1958, le pétrole brut représentait 52 % de l'ensemble de l'énergie consommée au Canada tandis que le gaz naturel n'y était que pour 13 %. En 1997, la part du pétrole brut n'était plus que de 39 % et celle du gaz naturel avait presque triplé, atteignant 35 %.

Au cours des 40 dernières années, le Canada, qui consommait auparavant plus d'énergie qu'il n'en produisait, est devenu un important producteur net d'énergie. De plus, le pays est devenu importateur net d'énergie en 1967. Depuis ce temps, la production d'énergie primaire a augmenté de telle sorte qu'elle dépasse aujourd'hui la consommation par plus de 50 %. Le gaz naturel a remplacé le pétrole brut en tant que plus importante source d'énergie primaire produite vers la fin des années 1980. En 1997, le gaz naturel représentait plus de 45 % de la production d'énergie primaire totale.

*L'activité humaine et l'environnement 2000 (11-509-XPF, 75 \$, CD-ROM compris) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Murray Cameron au (613) 951-3740 (courriel : [camemur@statcan.ca](mailto:camemur@statcan.ca)) ou avec Martin Lemire au (613) 951-5739 (courriel : [lemimar@statcan.ca](mailto:lemimar@statcan.ca)), Division des comptes et de la statistique de l'environnement.*

## Nouveautés de Statistique Canada



### Transactions internationales de services du Canada

Cette publication traite des plus récentes données annuelles du commerce canadien des services incluant les transactions effectuées dans les secteurs des voyages, du transport et des services commerciaux et gouvernementaux. Les séries sur le commerce ont été élargies de façon à ventiler les estimations totales pour les télécommunications, les services environnementaux et les services d'enseignement commerciaux, et pour présenter les données de huit autres partenaires commerciaux. Cela porte à 55 le nombre total de pays étudiés.

*La publication **Transactions internationales de services du Canada, 1999** (version imprimée : 67-203-XPB, 40 \$; version sur Internet : 67-203-XIB, 30 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Denis Caron au (613) 951-1861 (courriel : caroden@statcan.ca) ou avec Hugh Henderson au (613) 951-9049 (courriel : hendhug@statcan.ca), Division de la balance des paiements.*

### Juste valeur marchande et prix d'achat des nouvelles habitations 1993 à 1998

Ce nouveau rapport comprend des données du fichier de remboursement de la TPS/TVH pour les habitations neuves. On y retrouve des données sur la juste valeur marchande moyenne et le remboursement moyen. Les ventilations annuelles sont disponibles par province, par région métropolitaine de recensement ou agglomération de recensement et pour les subdivisions de recensement de chacune.

*Le numéro de 1993-1998 de **Juste valeur marchande/prix d'achat des nouvelles habitations au Canada — données produites à partir des dossiers administratifs de la TPS** (64-507-XIF, 26 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Pierre-Paul Bellerose au (613) 951-6878 (courriel : pierre-paul.bellerose@statcan.ca), Division des données fiscales.*

### Système d'extraction des statistiques agricoles sur CD-ROM 2000

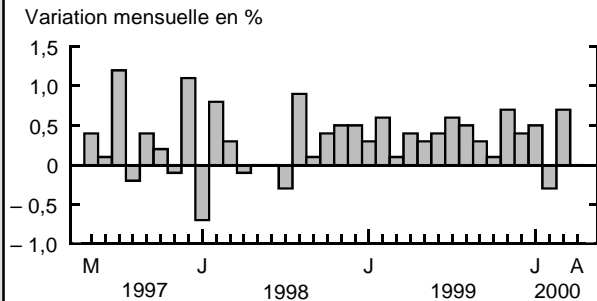
Le *Système d'extraction des statistiques agricoles sur CD-ROM* offre un ensemble important de données agricoles physiques et financières les plus en demande. Ce CD-ROM permet d'extraire des données agricoles selon la région agricole de recensement, le type d'exploitation et la catégorie de revenu. Non seulement la version 2000 fournit-elle une année complète de nouvelles données, mais elle donne également un accès direct au guide de l'utilisateur et au manuel de référence. Le CD-ROM offre la possibilité de réorganiser les rapports, d'effectuer des calculs, de créer des graphiques, de visualiser à l'écran les tableaux choisis, de les imprimer et de les exporter dans un autre logiciel. Que votre domaine d'intérêt soit le secteur du lait au Québec ou le revenu hors ferme en Saskatchewan, ce produit donne un accès direct à toutes les données.

*Le **Système d'extraction des statistiques agricoles sur CD-ROM** (21F0001XCB, 625 \$) est maintenant en vente. Les mises à jour sont également en vente au coût de 295 \$. Un rabais de 50 % est offert aux établissements d'enseignement. Pour commander, communiquez avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de votre localité ou composez sans frais le 1 800 267-6677. Pour plus de renseignements, communiquez avec Linda Brazeau au (613) 951-5027 (courriel : linda.brazeau@statcan.ca).*



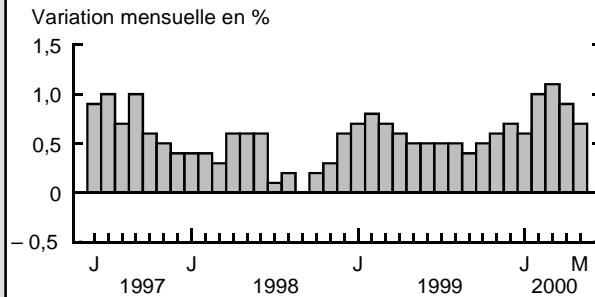
## Tendances actuelles

### Produit intérieur brut



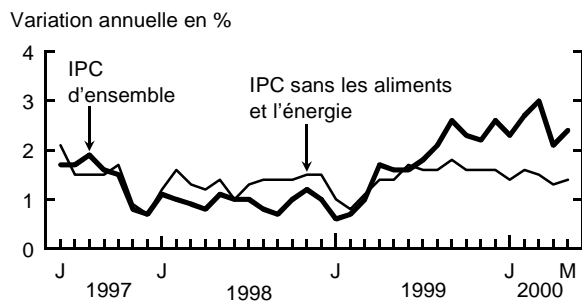
Après la croissance robuste enregistrée en mars, le produit intérieur brut a peu bougé en avril.

### Indice composite



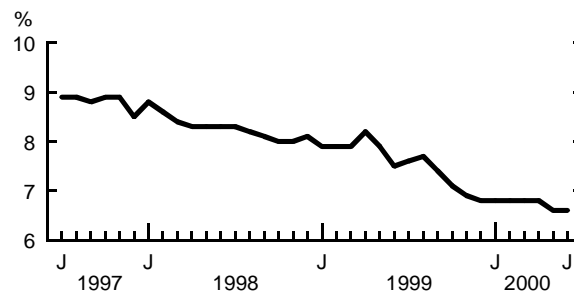
La croissance de l'indicateur avancé a continué de se modérer pour s'inscrire à 0,7 % en mai, en raison des soubresauts du marché boursier.

### Indice des prix à la consommation



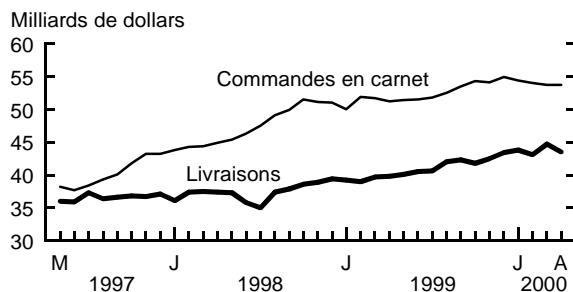
En mai, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,4 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,4 %.

### Taux de chômage



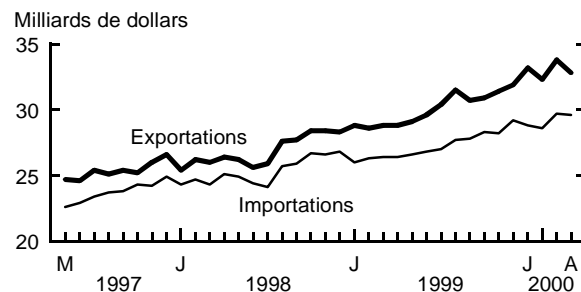
En juin, le taux de chômage est resté inchangé à 6,6 %, son plus bas niveau atteint depuis mars 1976.

### Fabrication



Les livraisons des fabricants ont reculé de 2,8 % en avril, pour totaliser 43,5 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont fléchi légèrement de 0,1 % pour s'établir à 53,7 milliards de dollars.

### Commerce des marchandises



En avril, les exportations de marchandises se sont repliées de 3,0 % par rapport à mars, pour se fixer à 32,8 milliards de dollars. Les importations ont diminué de 0,3 %, pour se situer à 29,6 milliards de dollars.

**Note :** Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

## Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
<b>GÉNÉRAL</b>				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	avril	774,6	0,0 %	4,3 %
Indice composite (1992 = 100)	mai	162,7	0,7 %	8,4 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	1 <sup>er</sup> trim. de 2000	53,3	12,3 %	37,5 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	1 <sup>er</sup> trim. de 2000	87,6	1,1 †	4,3 †
<b>DEMANDE INTÉRIEURE</b>				
Ventes au détail (milliards de dollars)	avril	22,6	- 1,2 %	5,7 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	mai	1,49	- 0,2 %	- 0,3 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	avril	133,2	- 1,1 %	4,2 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	avril	31,6	- 0,2 %	8,5 %
<b>EMPLOI</b>				
Personnes occupées (millions)	juin*	14,89	- 0,1 %	2,6 %
Taux de chômage (%)	juin*	6,6	0,0 †	- 0,9 †
Taux d'activité (%)	juin*	65,7	- 0,1 †	0,2 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	avril	622,31	- 0,1 %	2,5 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	juin	169	0,0 %	6,3 %
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	avril	32,8	- 3,0 %	14,0 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	avril	29,6	- 0,3 %	12,6 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	avril	3,2	- 0,9	0,7
<b>FABRICATION</b>				
Livraisons (milliards de dollars)	avril	43,5	- 2,8 %	9,3 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	avril	43,4	- 2,3 %	10,7 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	avril	53,7	- 0,1 %	4,9 %
Ratio des stocks aux livraisons	avril	1,33	0,05	0,02
<b>PRIX</b>				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	mai	113,0	0,5 %	2,4 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	mai	127,2	0,3 %	5,6 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	mai	141,9	6,1 %	24,9 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	mai*	103,0	0,3 %	2,4 %

*Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.*

\* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

# Infomat

## Bulletin hebdomadaire

Rédacteur : Gilbert Côté, (613) 951-1092.

Rédacteur de la version anglaise : Tim Prichard, (613) 951-1197; prictim@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



## Publications parues du 6 au 12 juillet 2000

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
<b>AGRICULTURE</b>			
La revue des céréales et des graines oléagineuses			
Internet	avril 2000	22-007-XIB	11 / 112
Papier		22-007-XPB	15 / 149
Production d'œufs	mai 2000	23-003-XPB	110
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>			
Exportations par marchandise	avril 2000		
Microfiche		65-004-XMB	37 / 361
Papier		65-004-XPB	78 / 773
<b>DÉMOGRAPHIE</b>			
Statistiques démographiques trimestrielles	1 <sup>er</sup> trim. de 2000		
Internet		91-002-XIB	8 / 25
Papier		91-002-XPB	10 / 33
<b>FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE</b>			
Approvisionnement et disposition du pétrole brut et du gaz naturel	mars 2000	26-006-XPB	19 / 186
Disponibilité et écoulement d'énergie au Canada, bulletin trimestriel	3 <sup>e</sup> trim. de 1999	57-003-XPB	43 / 141
Fil d'acier et certains produits de fil métallique	mai 2000	41-006-XIB	5 / 47
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	mai 2000	41-011-XIB	5 / 47
Production, transport et distribution d'électricité	1998	57-202-XPB	30
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	mai 2000	46-002-XIB	5 / 47
Transport du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés par pipeline	avril 2000	55-001-XIB	9 / 86
Transport et distribution du gaz naturel	mars 2000	55-002-XIB	13 / 125
<b>INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL</b>			
Permis de bâtir	mai 2000	64-001-XIB	19 / 186
<b>MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES</b>			
Produit intérieur brut par industrie	avril 2000	15-001-XIF	11 / 110
<b>PRIX</b>			
Indice des prix à la consommation	juin 2000	62-001-XPB	11 / 103
<b>STATISTIQUE DU TRAVAIL</b>			
Information population active, semaine se terminant le 17 juin	juin 2000		
Internet		71-001-PIB	8 / 78
Papier		71-001-PPB	11 / 103
<b>TRANSPORTS</b>			
Transports terrestre et maritime, bulletin de service, vol. 16, n° 2		50-002-XIB	10 / 62

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

**Note :** Les prix des publications sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

## Pour commander les produits et services

### Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

**Pour commander sur Internet :** Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) sous la rubrique « Produits et services ».

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

**Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.**

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

**Changement d'adresse :** Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

**Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca).** La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».

## Centres de consultation régionaux

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information du système de retrait de données informatisées CANSIM. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus de renseignements, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

### **Terre-Neuve et Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick**

Statistique Canada  
Services-conseils  
1741, rue Brunswick, 2<sup>e</sup> étage, casier 11  
Halifax (Nouvelle-Écosse)  
B3J 3X8

Appel local : (902) 426-5331  
Sans frais : 1 800 263-1136  
Télécopieur : (902) 426-9538  
Courriel : atlantic.info@statcan.ca

### **Québec et Nunavut**

Statistique Canada  
Services-conseils  
Complexe Guy-Favreau, Tour Est  
200, boul. René-Lévesque Ouest, pièce 408  
Montréal (Québec)  
H2Z 1X4

Appel local : (514) 283-5725  
Sans frais : 1 800 263-1136  
Télécopieur : (514) 283-9350

### **Région de la capitale nationale**

Statistique Canada  
Centre de consultation statistique (RCN)  
Immeuble R.-H.-Coats  
Avenue Holland, rez-de-chaussée  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0T6

Appel local : (613) 951-8116  
Sans frais : 1 800 263-1136  
Télécopieur : (613) 951-0581  
Courriel : infostats@statcan.ca

### **Ontario**

Statistique Canada  
Services-conseils  
Immeuble Arthur-Meighen  
25, avenue St. Clair Est, 10<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario)  
M4T 1M4

Appel local : (416) 973-6586  
Sans frais : 1 800 263-1136  
Télécopieur : (416) 973-7475

### **Manitoba**

Statistique Canada  
Services-conseils  
Édifice Via Rail  
123, rue Main, pièce 200  
Winnipeg (Manitoba)  
R3C 4V9

Appel local : (204) 983-4020  
Sans frais : 1 800 263-1136  
Télécopieur : (204) 983-7543  
Courriel : statswpg@accglobal.net

### **Saskatchewan**

Statistique Canada  
Services-conseils  
Park Plaza  
2365, rue Albert, pièce 440  
Regina (Saskatchewan)  
S4P 4K1

Appel local : (306) 780-5405  
Sans frais : 1 800 263-1136  
Télécopieur : (306) 780-5403  
Courriel : statcan@sk.sympatico.ca

### **Sud de l'Alberta**

Statistique Canada  
Services-conseils  
Discovery Place  
3553, 31<sup>e</sup> Rue N.-O., pièce 201  
Calgary (Alberta)  
T2L 2K7

Appel local : (403) 292-6717  
Sans frais : 1 800 263-1136  
Télécopieur : (403) 292-4958  
Courriel : degagnej@cadvision.com

### **Nord de l'Alberta et Territoires du Nord-Ouest**

Statistique Canada  
Services-conseils  
Park Square  
10001, Bellamy Hill, 15<sup>e</sup> étage  
Edmonton (Alberta)  
T5J 3B6

Appel local : (780) 495-3027  
Sans frais : 1 800 263-1136  
Télécopieur : (780) 495-5318  
Courriel : ewieall@statcan.ca

### **Colombie-Britannique et Yukon**

Statistique Canada  
Services-conseils  
Library Square Tower  
300, rue Georgia Ouest, pièce 600  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
V6B 6C7

Appel local : (604) 666-3691  
Sans frais : 1 800 263-1136  
Télécopieur : (604) 666-4863  
Courriel : stcvan@statcan.ca

### **Appareils de télécommunications pour les malentendants**

Sans frais : 1 800 363-7629